

**Irak - Discours de M. Jean-Yves Le
Drian, ministre de l'Europe et des
affaires étrangères, lors de la
Conférence internationale pour la
reconstruction de l'Irak à Koweït**
(Koweït, 13 février 2018)

Monsieur le Premier Ministre,

Monsieur le Ministre des affaires étrangères,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames et Messieurs les Chefs d'entreprises,

Ne pouvant être présent demain, je voulais aujourd'hui porter la voix de la France lors de cette conférence internationale pour la reconstruction de l'Irak.

D'abord pour remercier les autorités de l'Etat du Koweït d'avoir organisé cette conférence. Ensuite pour vous dire que, m'étant rendu hier à Bagdad et à Erbil pour préparer cette réunion et les modalités futures de notre coopération, la France se tiendra fermement aux côtés des Irakiens pour le relèvement de ce pays, comme elle l'a été dans la bataille contre Daech.

La France a combattu dans la coalition le terrorisme. L'Irak a combattu le terrorisme sur son propre sol. Des villes, des villages, des régions entières sont à reconstruire. Celles qui ont échappé au joug de Daech en ont subi aussi le contrecoup. Je pense en particulier au Kurdistan, qui a pris plus que sa part du fardeau et ces sacrifices appellent notre solidarité.

La tâche de la reconstruction est immense. Pourtant, je suis optimiste, car l'Irak est un pays riche : riche de ses ressources naturelles ; riche également de son capital humain, de sa jeunesse, de son excellent niveau de formation dans les domaines de l'ingénierie et de la gestion.

Mais l'Irak ne se relèvera durablement que s'il mène de front la reconstruction, la stabilisation et la réconciliation nationale. Et les trois processus sont liés. La reconstruction matérielle devra donc également prendre en compte les dimensions humaine et sociale. C'est pourquoi la France sera particulièrement attentive au caractère inclusif des efforts de reconstruction, qui ne devront laisser de côté aucune région, ni aucune communauté, particulièrement celles qui ont été marginalisées dans l'histoire récente de l'Irak ou qui ont été martyrisées par Daech. Et cela implique aussi le règlement des différends entre le gouvernement régional kurde et le gouvernement fédéral.

Dans le prolongement de son action militaire, la France remplira ses engagements dans les actions de stabilisation, dans les actions de prêts exceptionnels qu'elle a déjà engagées depuis l'année dernière. Elle mettra aussi à contribution l'Agence française de développement pour assurer le financement de projets d'infrastructures, singulièrement dans les secteurs de l'eau et de l'énergie.

Mais passée la phase d'urgence humanitaire et la phase de stabilisation, le fer de lance d'une économie irakienne dynamique et diversifiée ne peut être que le secteur privé.

Les entreprises françaises sont venues nombreuses ici. Elles sont prêtes à agir, prêtes à répondre présentes. Des investisseurs, des banques mais aussi des PME se sont mobilisées et je souhaite que cette rencontre soit l'occasion de nouer des contacts fructueux avec les partenaires irakiens.

Investir en Irak aujourd'hui reste à la fois un pari et une chance. Nos entrepreneurs ont besoin de garanties solides en matière de sécurité physique, juridique et d'environnement des affaires. Je crois qu'elles leur auront été données. Et les présentations qui sont faites par les autorités irakiennes sont des signaux très positifs.

Je voulais vous dire que la France est à la fois prête à accompagner l'Irak dans ses réformes et dans sa reconstruction et est fière de contribuer à un nouveau succès pour l'Irak, qui renouera ainsi avec son histoire ancienne./.